

RÉSUMÉ

La pandémie de COVID-19 a frappé dans un contexte marqué par des perspectives de croissance mondiale déjà moroses, une inflation faible et des taux d'intérêt nominaux bas. La pandémie a rendu une action sur le plan budgétaire plus nécessaire que jamais. Cette édition du *Moniteur des finances publiques* examine comment la politique budgétaire peut sauver des vies et protéger les populations et les entreprises les plus touchées contre la perte de revenus, le chômage et les faillites tout en réduisant le risque que la pandémie ne se traduise par une récession profonde et de longue durée.

Le bilan humain de la pandémie s'alourdit à une vitesse alarmante et l'impact sur la production et les finances publiques devrait être considérable. La riposte des pouvoirs publics devrait être rapide, concertée et à la mesure de l'ampleur de la crise sanitaire, en accordant aux outils budgétaires un rôle de premier plan. La priorité absolue est de sauver des vies : les dépenses nécessaires doivent donc être engagées pleinement pour le dépistage et les soins, ce qui requiert une coordination à l'échelle mondiale, notamment en offrant aux pays qui disposent de capacités sanitaires limitées des dons et des financements concessionnels et en mettant au point un vaccin universel à faible coût. Pour sauver des vies, il faut pratiquer la distanciation sociale, un élément clé de la protection collective à l'échelle nationale et internationale, dont les coûts sont encore plus élevés : baisse de la production, chute des recettes fiscales et aide nécessaire aux ménages et aux entreprises les plus touchés. Cette aide peut prendre la forme de mesures de large portée, opportunes, provisoires et ciblées comme les congés maladie ou familiaux à la charge de l'État, les transferts, les allocations-chômage, les subventions salariales et les reports des paiements d'impôts. De même, l'apport de liquidités aux entreprises peut réduire le risque de faillite.

Du fait de l'épidémie de COVID-19 et de ses répercussions tant financières qu'économiques, les déficits budgétaires et les ratios d'endettement public seront considérablement plus élevés que prévu. À mesure que la production potentielle ralentira, les recettes connaîtront une baisse encore plus marquée (d'après les projections du scénario de référence pour 2020, les recettes seront inférieures de 2,5 % du PIB mondial au niveau prévu dans le *Moniteur des finances publiques* d'octobre 2019). Les dépenses de santé nécessaires et les mesures relatives à la fiscalité et aux dépenses pour soutenir les populations et les entreprises auront aussi des coûts budgétaires directs, estimés actuellement à 3 300 milliards de dollars à l'échelle mondiale. En outre, les crédits au secteur public et les injections de fonds propres (1 800 milliards de dollars) ainsi que les garanties et autres engagements conditionnels (2 700 milliards de dollars) peuvent, certes, venir en aide aux entreprises financières et non financières, mais ils présentent également des risques budgétaires.

Au vu des mesures prises jusqu'à présent, les soldes budgétaires devraient se dégrader dans presque tous les pays en 2020, avec des expansions considérables aux États-Unis, en Chine et dans plusieurs pays d'Europe et d'Asie, selon des estimations. Bien qu'une hausse sensible des déficits soit nécessaire et justifiée dans beaucoup de pays, certains présentent des vulnérabilités d'entrée de jeu (la dette publique mondiale s'élevait à 83 % du PIB en 2019). La situation est plus inquiétante pour les pays émergents et les pays en développement qui sont confrontés à de multiples chocs : la pandémie, le durcissement soudain des conditions financières, l'affaiblissement de la demande extérieure et, pour les exportateurs de matières premières, la baisse des prix de ces dernières. Malgré les efforts déployés par la communauté internationale pour remédier à ces problèmes de financement, ces pays devront redéfinir leurs priorités en matière de dépenses et privilégier les dépenses de santé tout en préservant les services publics essentiels (transports, énergie et communication) et les dispositifs de protection sociale.

À ce stade, l'ampleur de l'impact de la COVID-19 sur les finances publiques est très incertaine : elle dépendra tout d'abord de la durée de cette pandémie. Ensuite, il faudra voir si la reprise économique est rapide ou si les effets de la crise se prolongent. Il est crucial que l'aide extraordinaire du secteur public, notamment sous forme de prêts et de garanties, soit accordée en toute transparence afin de gérer les risques budgétaires. Dès lors que les pays endigueront la pandémie et que l'activité reprendra, une relance budgétaire globale et coordonnée (en fonction des contraintes de financement des pays) deviendra un outil plus efficace pour favoriser la reprise. Il conviendra aussi d'éliminer les mesures exceptionnelles prises pendant la crise. Une fois que les économies se redresseront, il conviendra d'assurer la viabilité de la dette.